

A propos du Congrès de l'U.E.C.

Après la lettre du Bureau national de l'U.E.C. au Comité central du P.C.F., et avant le Congrès de l'U.E.C., il nous a semblé nécessaire de faire l'analyse de ce texte qui remet en cause un certain nombre de notions héritées des séquelles du stalinisme, tant sur le plan de l'analyse du capitalisme en France, sur l'analyse des classes sociales et sur la définition d'une stratégie pour le mouvement ouvrier.

1) Analyse du capitalisme

L'aspect fondamental de ce texte est la remise en cause de l'analyse traditionnelle du capitalisme ; le stalinisme a imposé une conception catastrophique du système capitaliste qui ne pouvait que conduire « à la ruine de la population », aux crises généralisées, « à l'asservissement, au pillage, à la militarisation, etc.. »

Cette analyse, valable à son époque (en particulier lors de la crise économique de 1929), semble ne plus avoir de prise sur les réalités politiques, économiques et sociales d'aujourd'hui.

A) *L'expansion capitaliste*

Le développement actuel de la société capitaliste présente des caractères et des tendances absolument nouveaux : un accroissement puissant et presque ininterrompu des forces de production, un certain nivellement des revenus, la liquidation de l'ancien empire colonial, une certaine capacité d'intégration internationale...

L'analyse qui consistait à dire qu'une « certaine socialisation de la production » ne pouvait être supportée par le système capitaliste, que ce développement de la socialisation ne pouvait que conduire à un point de rupture (crise ou révolution) semble fausse, dans la mesure où ce pro-

cessus de socialisation devient un élément de développement même du capitalisme (ce qui ne signifie pas, bien évidemment, la disparition de la contradiction entre le profit, qui reste un des moteurs du capitalisme, et cette socialisation : bien au contraire).

L'expansion que nous venons d'analyser est liée étroitement à une production des biens de consommation de masse. D'où l'élévation constante du niveau de vie des travailleurs (et non la paupérisation). Les besoins élémentaires et matériels des individus peuvent dans l'ensemble être satisfaits par le système, dans la mesure où ils sont étroitement liés à la reproduction de « la force de travail » de tout individu. (habillement, alimentation, soins médicaux, instruction minimum...)

Mais l'aliénation capitaliste ne se manifeste plus seulement au niveau de l'exploitation de la force de travail, dans les rapports de production, mais dans la « consommation », ce qui bouleverse même les rapports sociaux. Il ne s'agit pas d'une consommation développant l'activité humaine, mais d'une consommation soumise fondamentalement aux lois du marché, du profit et à la production capitaliste.

B) *Une insuffisance : le rôle de l'État*

Ce rôle de l'État, en particulier du gaullisme, qui n'apparaît pas dans le texte de l'U.E.C., a fait l'objet d'un certain nombre d'analyses au P.S.U.

Après la guerre, il y eut une transformation capitaliste sous la pression de l'État (apparition du Plan et des Nationalisations). Le développement économique, la montée au pouvoir des technocrates, l'influence croissante des techniciens dans les entreprises a changé le visage du capi-

talisme. L'État n'est plus seulement au service du Capital, il est devenu l'État capitaliste garant des structures fondamentales du capitalisme. Le capitalisme est resté essentiellement mercantile, tourné vers la recherche du profit, mais c'est l'État qui en assure le maintien.



Le choix : Thorez...

Cette transformation économique a entraîné en retour un plus grand contrôle du caractère capitaliste de l'État : ce fut l'abandon du parlementarisme au profit du gaullisme centralisateur, qui par ailleurs pourra arbitrer entre les différents courants du capital (contradiction entre secteur privé et secteur public, par exemple).

En conclusion, l'autorégulation du capitalisme privé ne suffit plus à garantir l'harmonie et le dynamisme du système de production. D'où la nécessité de construire un nouvel ordre politique pour maintenir et développer les structures fondamentales de la société capitaliste.

2) La stratégie du Mouvement ouvrier

Cette transformation politique et économique a permis au P.S.U. de poser en

termes nouveaux les problèmes des voies de passage au socialisme, ce qui fonde par ailleurs son existence.

De même, la stratégie défensive imposée par l'analyse stalinienne est condamnée avec juste raison par le B.N. de l'U.E.C.

A) La lutte pour la Démocratie

La lutte pour « une démocratie véritable », pour les libertés démocratiques est le résultat des analyses du mouvement ouvrier, au moment, de la Libération, après les expériences fascistes et la guerre mondiale.

Cette lutte, valable à son époque (retour à la démocratie libérale et bourgeoise qui permettrait par la suite au mouvement ouvrier de poser les problèmes du passage au socialisme), semble inadéquate aujourd'hui. Elle ne tenait pas compte de la possibilité pour le capitalisme « malthusien » de se transformer sous la pression de conditions objectives (évolution économique, rôle de l'État).

C'est ainsi que le capitalisme a assimilé en les déformant un certain nombre d'exigences démocratiques ; c'est ainsi que le capitalisme ne restreint plus seulement la liberté d'expression, mais il prédétermine la formation et l'activité humaine, par la publicité, la « culture de masse », etc.

Cette transformation nous oblige à poser « les valeurs démocratiques » en termes nouveaux, les rapports entre « démocratie et socialisme » en termes politiques au contenu plus élevé.

B) La lutte pour le Socialisme

Le niveau de la bataille étant plus élevé, le système capitaliste étant capable dans une certaine mesure de satisfaire les revendications quantitatives de la classe ouvrière, le système capitaliste ne peut être mis en contestation qu'à partir d'exigences « qualitatives ». D'où la nécessité de la définition d'une stratégie nouvelle, d'une stratégie offensive pour les forces socialistes.

« L'alternative socialiste », c'est la nécessité et l'obligation de la mise à l'ordre du jour du socialisme pour la critique radicale du système capitaliste, c'est aussi la mise à jour de la conquête du pouvoir par les masses.

Entre autres conséquences, la lutte syndicale ne peut être seulement la lutte pour une amélioration des conditions matérielles des travailleurs. Sinon, cette lutte risque d'aboutir à une intégration subtile et à une paralysie totale du mouvement syndical.

Ces nouvelles exigences de lutte face à une transformation du capitalisme impose au syndicat de mettre en avant un certain nombre de réformes structurelles, dans le cadre d'une critique générale du système capitaliste et la nécessité de mettre en avant des contre-propositions qui par ailleurs élèvent le niveau de conscience des travailleurs. (Ce renouveau implique par ailleurs l'enterrement de la charte d'Amiens et de la notion léniniste du syndicat « courroie de transmission ».)

Cette mutation du syndicat ne doit pas être la conséquence d'une incapacité des partis à définir une stratégie politique valable, mais est simplement le résultat d'une mutation importante à l'échelle économique, qui oblige le syndicat à porter les luttes au niveau où se trouvent véritablement les « centres de décision » (contrôle de l'embauchage, répartition des postes de travail et des cadences dans les entreprises et plus généralement problème de l'orientation des investissements et des choix en matière de planification).

Mais cette nécessité de la lutte « pour des objectifs intermédiaires », s'inscrivant dans une stratégie globale et cohérente, entraîne inévitablement une nouvelle définition des rapports partis-syndicats. Ils sont désormais des partenaires égaux, qui doivent discuter en commun de leur stratégie et de leurs objectifs dans le cadre de la lutte pour l'instauration du socialisme. C'est là la stratégie du Front socialiste.

3) Analyse des classes sociales

A) Les couches nouvelles

Un autre point extrêmement positif que le P.S.U. développe depuis un certain nombre de mois est la nécessité de gagner « les couches nouvelles » pour qu'une démocratie socialiste puisse s'instaurer véritablement en pays industrialisé. Ce point a été largement développé par

l'U.E.C.

Mais les couches nouvelles ne peuvent être seulement définies par ce que l'on appelle les organisations populaires, culturelles et autres, organisations qui, par leur lutte, leurs analyses, leurs revendications auraient intérêt à vouloir une démocratie socialiste qui réaliserait pleinement leurs aspirations. Cette définition reste par trop variée et par trop ambiguë.

Elles ne peuvent non plus être définies comme les couches ayant de « graves raisons morales et idéologiques », voire personnelles, de rejoindre le combat de la classe ouvrière. (A la limite il y aurait ceux qui ont eu la chance de lire Marx, et ceux qui ne l'auraient pas lu et qui donc ne peuvent avoir de raison valable, de raison de classe pour rejoindre le combat de la classe ouvrière.)

En fait, il est à remarquer que le salariat s'étend de plus en plus à des couches non prolétariennes (techniciens, cadres moyens) et que ces couches vont s'accroître en nombre d'une façon gigantesque dans les prochaines années. D'où la nécessité d'une lutte commune sur des objectifs discutés en commun entre ces couches et la classe ouvrière.

Le phénomène de la consommation déjà analysé s'étend à des groupes sociaux de plus en plus nombreux. Il apparaît des problèmes de plus en plus complexes, que le socialisme a du mal à aborder du fait de son absence de recherche et d'analyse : problèmes de la femme dans une société capitaliste, problèmes de l'école et de l'université, donc de la jeunesse et des étudiants, problèmes de l'organisation agricole en pays capitaliste et de la réponse à y porter (C.N.J.A.), problème de la médecine (G.E.R.M.M. et C.N.J.M.) (1). Il ne s'agit plus de problème particulier ou individuel, mais de problèmes qui concernent des couches sociales importantes qui savent que leurs aspirations ne seront pas satisfaites dans le cadre du système.

Et ces forces sont prêtes à discuter avec le mouvement ouvrier, ses organisations politiques, non pas pour des intérêts égoïstes ou de circonstances, mais pour opposer une réponse générale au système qui les conditionne et les aliène, en fonction de leurs motivations économiques

et politiques (refus de la médecine réduite aux lois du marché capitaliste, par exemple).

Un autre aspect plus fondamental de la prise de conscience de ces couches non prolétariennes est par exemple la restriction de plus en plus généralisée des centres de décision entre quelques technocrates et économistes. Ceci concerne plus particulièrement les techniciens et les cadres moyens de l'économie, qui, dans les entreprises, sont les robots irresponsables appliquant les directives de Brain-Trust, que par ailleurs ils ne connaissent pas. La division technique et sociale du travail qui s'étend maintenant au domaine du savoir (science et technique) est destinée à les transformer en jouets passifs du système, en leur évitant toute possibilité de critique de ce système (c'est particulièrement visible aussi au niveau de la formation des étudiants). Or, bien au contraire, la prise de conscience sociale et politique de ces couches s'étend de plus en plus (exemple désormais classique de N.E.Y.R.P.I.C. et de la lutte de l'U.N.E.F. pour une formation véritable des étudiants).



... ou Togliatti.

En conclusion, leur travail est devenu un

travail exploité, ce qui bouleverse les structures sociales classiques des pays européens industrialisés par l'introduction de couches intermédiaires faisant apparaître de nouvelles contradictions dans la société capitaliste.

B) L'unité

Cette complexité de l'organisation sociale, le salariat qui s'étend à une parité plus grande de la société nous oblige à réviser le concept classique de l'unité, car le rapport des forces dans la société capitaliste se modifie profondément, faisant apparaître la possibilité d'une lutte de masse pour le socialisme.

L'unité ne peut être désormais seulement faite autour d'actions communes pour l'obtention de satisfactions immédiates, corporatives, défensives ou sectorielles. L'unité nécessite un dialogue au contenu politique élevé sur des thèmes politiques qui ne concernent plus seulement la classe ouvrière, mais aussi des couches sociales qui ont intérêt à la destruction du système et sont donc disponibles dans la lutte pour l'instauration d'une démocratie socialiste qui seule peut apporter une réponse globale aux transformations qu'ils réclament.

Les insuffisances des mots d'ordre classiques de l'unité (cf. problème de la démocratie et du socialisme) les ont vidés de leur contenu politique à la suite du développement de la nouvelle situation offerte par le « capitalisme d'organisation » (Herbert Marcuse). Seule une élaboration commune de la classe ouvrière et de ces nouvelles couches permettra, dans le cadre d'une critique générale du système, une mobilisation sur les thèmes du socialisme démocratique qui, par ailleurs, donnera une impulsion profonde par une véritable participation des masses à cette élaboration. Seul un véritable dialogue intégrera efficacement ces couches sociales dans le courant socialiste et révolutionnaire (c'est ainsi que l'attitude du P.C.F. vis-à-vis des intellectuels ne peut qu'être un frein à leur engagement politique par le refus dogmatique de la discussion).

La définition d'une telle unité autour de contre-propositions positives ou d'un programme opposé aux propositions du régime, dans le cadre d'une stratégie globale d'alternative, élève le niveau de

conscience des masses et permet une unité durable sur des bases saines et sans ambiguïté.

Mais, bien évidemment, une telle unité pose bien des problèmes : le premier est de savoir si la social-démocratie occidentale, réformiste et incapable d'une critique radicale du système capitaliste, peut s'intégrer ou non dans une telle conception stratégique unitaire. Le deuxième problème est de savoir si oui ou non les partis communistes occidentaux, et en particulier le P.C.F., sont aptes, dans l'état actuel de leur composition, et de leur absence d'analyse marxiste, de favoriser et de participer à un tel courant unitaire.

Si l'on répond par la négative, alors se pose le problème de la création d'une véritable force socialiste capable de « dialoguer » avec le P.C.F. sans en être la force d'appoint (condition essentielle de l'évolution du P.C.F.), c'est-à-dire une force socialiste de masse non réformiste qui puisse poser les problèmes de l'alternative au gaullisme.

Tels sont par ailleurs les problèmes qui doivent se poser au P.S.U. dans les mois à venir, s'il ne veut pas s'ajouter à la liste

des naufrages des partis groupuscules de gauche non réformistes ou réformistes qui ont jalonné les trente dernières années de notre histoire, tiraillés entre la S.F.I.O. et le P.C., car incapables de définir une stratégie autonome.

Telles sont rapidement les analyses que l'on peut faire du texte du B.N. de l'U.E.C. Nous avons laissé de côté, exprès, les problèmes du monde étudiant, la remise en cause de la notion léniniste de l'impérialisme ou de la guerre révolutionnaire, de la coexistence pacifique définie « comme la forme supérieure de la lutte des classes », etc.

Il semble plus urgent que jamais que les courants rénovateurs de la gauche participent à la définition d'une stratégie cohérente du mouvement socialiste, au moment où le P.C.F., voulant réduire à sa merci l'U.E.C., prouve son refus de poser les vrais problèmes.

J.-Cl. Gillet.

(1) G.E.R.M.M. : Groupe d'Etudes et de Recherches pour une Médecine Moderne. — C.N.J.M. ; Contre National des Jeunes Médecins.

Tribune Socialiste n° 230

6 mars 1965

Pages 9 et 10